



UNITED NATIONS
CAMEROON



UNITED NATIONS IN ACTION IN CAMEROON

A BILINGUAL PUBLICATION OF THE UN SYSTEM IN CAMEROON



June 2024 | Vol. 02



EDITORIAL (FRANÇAIS)

Je suis ravie de partager avec vous cette deuxième édition de notre bulletin trimestriel « **Les Nations Unies en Action au Cameroun** », qui donne un aperçu du travail de l'équipe de pays des Nations Unies (UNCT) au Cameroun, en mettant l'accent sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

L'égalité des sexes est l'effort visant à façonner des attitudes et des décisions politiques qui soutiennent la distribution équitable des ressources entre les hommes et les femmes, les filles et les garçons. Il s'agit d'une manière d'examiner la façon dont les normes sociales et les structures de pouvoir influencent la vie et les possibilités offertes à différents groupes d'hommes et de femmes. Comprendre que les hommes et les femmes, les garçons et les filles vivent la pauvreté différemment, qu'ils sont confrontés à des obstacles différents dans l'accès aux services, aux ressources économiques et aux opportunités politiques permet de cibler les interventions.

Le monde se trouve à un carrefour crucial pour l'égalité des sexes. Aujourd'hui, 10,3 % des femmes dans le monde vivent dans l'extrême pauvreté. Les progrès vers l'élimination de la pauvreté doivent être 26 fois plus rapides pour atteindre les Objectifs de développement durable d'ici 2030. Au Cameroun, alors que 39 % de la population nationale vit en dessous du seuil de pauvreté, ce taux atteint 51,5 % pour les femmes, sachant que 79,2 % d'entre elles

sont sous-employées. Pour faire progresser les cibles des ODD et réaliser l'Agenda 2030, l'inégalité entre les sexes doit être mise au premier plan des programmes et des analyses. Des progrès plus rapides dans l'ensemble des ODD dépendront en grande partie de l'intégration approfondie des dimensions de genre dans les politiques publiques.

Si les femmes, qui représentent la moitié de la population mondiale en âge de travailler ne réalisent pas leur plein potentiel économique, l'économie mondiale en pâtira. En fait, si les femmes bénéficiaient de la même équité que les hommes sur le marché du travail, le PIB annuel mondial pourrait potentiellement augmenter de 28 000 milliards de dollars, soit 26 %, d'ici à 2025. En outre, l'inégalité entre les sexes dans l'éducation empêche de progresser dans la réduction des grossesses non désirées, des taux élevés de fécondité et de mortalité infantile, compromettant ainsi le bien-être d'un pays. Les sociétés qui encouragent les femmes à occuper des postes de direction politique présentent des écoles plus équilibrées et sont globalement plus pacifiques et équitables.

L'engagement des Nations unies à réaliser la parité hommes-femmes à l'échelle du système s'appuie sur un cadre législatif et institutionnel solide, qui a été constamment développé et renforcé depuis la création des Nations unies en 1945. Ce cadre comprend la Charte des Nations unies, la Commission de la condition de la femme (CSW), la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), les résolutions de l'Assemblée générale, la Déclaration et le Programme d'action de Beijing de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et, plus récemment, l'Agenda 2030 pour le développement durable.

La prise en compte du genre est un principe de programmation fondamental du SNU.

Le Plan-cadre de coopération 2022-2026 entre le Cameroun et les Nations unies a consacré un résultat portant exclusivement sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des jeunes, des femmes et des filles dans son deuxième axe stratégique sur le développement humain social. Grâce à cet instrument de coopération, qui en est à sa troisième année de mise en œuvre, le système des Nations Unies soutient le gouvernement dans la réalisation des objectifs suivants en matière de genre.

Tout d'abord, le **Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'avancement des femmes pour 2023 (UNCT-SWAP)** au niveau national avec des experts en genre et des points focaux d'ONU Femmes, du Bureau de coordination du développement (DCO) et d'autres entités des Nations Unies a fourni un retour d'information important pour la mise à jour des indicateurs de performance des Nations Unies pour l'égalité des sexes au Cameroun. Elle montre une amélioration significative pour le repositionnement stratégique de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes dans le pays.

Deuxièmement, le système des Nations Unies au Cameroun renforce le potentiel des femmes et des filles pour atteindre l'égalité des sexes. En février 2021, 33,9 % des sièges du parlement étaient occupés par des femmes. Les femmes représentent 71,6 % des travailleurs du secteur agricole informel, tandis que 32,5 % des femmes de plus de 25 ans ont un niveau d'éducation secondaire (39,2 % pour les hommes) .

Troisièmement, les Nations unies réduisent les disparités entre les hommes et les femmes en soutenant des initiatives visant à promouvoir l'autonomisation des femmes et des activités avec les personnes vivant avec un handicap, et en organisant des activités visant à promouvoir la participation politique des femmes en partenariat avec Elections Cameroon (ELECAM) et les membres du Parlement.

Enfin, les Nations Unies contribuent à la protection des femmes, des filles et des garçons contre la

violence et la discrimination en collaborant avec des partenaires sur des initiatives clés pour lutter contre la violence basée sur le genre au Cameroun, telles que la création de plateformes pour les hommes et les garçons afin de promouvoir une masculinité positive, la réalisation d'audits de sécurité, la mise à jour des voies de référence pour la violence basée sur le genre (GBV) et l'organisation de campagnes de sensibilisation au sein des communautés.

La récente visite au Cameroun de M. Maxime HOUINATO, directeur régional d'ONU Femmes, visait à renforcer les alliances stratégiques avec les principaux acteurs nationaux impliqués dans la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, en revitalisant la collaboration entre les organisations de la société civile, les autorités locales et les institutions gouvernementales.

Récemment, le gouvernement camerounais, par l'intermédiaire du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille (MINPROFF), a présenté la deuxième génération de son plan d'action national sur la résolution 1325. Ce plan témoigne de la détermination du gouvernement à promouvoir la participation significative des femmes à la prévention et à la résolution des conflits, ainsi qu'à la consolidation de la paix. En reconnaissant le rôle crucial des femmes dans la construction d'une société pacifique et inclusive, le Cameroun envoie un message fort sur sa détermination à créer un avenir où chaque individu peut contribuer pleinement au développement et à la stabilité du pays.

Le système des Nations unies continuera à soutenir le gouvernement et les autres acteurs dans les initiatives visant à améliorer le statut des femmes au Cameroun.

Nous vous souhaitons une merveilleuse lecture.

Coulibaly SIAKA

Coordonnateur Résident a.i
Système des Nations Unies, Cameroun.



EDITORIAL (ENGLISH)

I am delighted to share with you this second edition of our quarterly newsletter *"United Nations Actions in Cameroon"*, with a glimpse into the work of the **UN Country Team (UNCT)** in Cameroon with a focus on Gender Equality and Women's Empowerment.

Gender equality is the effort to shape attitudes and policy decisions that endorse equitable distribution of resources among men and women, girls and boys. It is a way of looking at how social norms and power structures impact the lives and opportunities available to different groups of men and women. Understanding that men and women, boys and girls, experience poverty differently, face different barriers in accessing services, economic resources and political opportunities helps to target interventions.

The world is at a crucial crossroad for gender equality. Globally 10.3 per cent of women live in extreme poverty today. Progress towards ending poverty needs to be 26 times faster to achieve the Sustainable Development Goals by 2030. In Cameroon, while 39% of the national population lives below the poverty line, this rate rises to 51.5% for women, noting that 79.2% of them are underemployed. To advance the SDG targets and achieve the 2030 Agenda, gender inequality must be brought to the forefront of programmes and analyses. Faster progress across all the SDGs will largely depend on the thorough integration of gender dimensions in public policies.

If women - who account for half the world's working-age population - do not achieve their full economic potential, the global economy will suffer. In fact, if women were afforded the same equity as men in the labour market, the global annual GDP could potentially grow by as much as \$28 trillion, or 26 per cent by the year 2025. Moreover, gender inequality in education prevents progress in the reduction of unintended pregnancies, high fertility and child mortality rates, thereby compromising a country's well-being. Societies that encourage women to hold political leadership positions demonstrate more equally balanced schools and are overall more peaceful and equitable.

The UN's commitment to achieving system-wide gender parity is underpinned by a strong legislative and institutional framework, which has been consistently developed and strengthened since the establishment of the United Nations in 1945. This framework includes the Charter of the United Nations, the Commission on the Status of Women (CSW), the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (CEDAW), Resolutions of the General Assembly, the Beijing Declaration and Platform for Action of the Fourth World Conference on Women, and most recently the 2030 Agenda for Sustainable Development.

Gender consideration is a fundamental programming principle of the United Nations System.

The Cooperation Framework 2022-2026 between Cameroon and the United Nations dedicated an outcome dealing exclusively with gender equality and the empowerment of youth, women and girls in its second strategic axis on social human development. Through this cooperation instrument, which is in its third year of implementation, the UN System is supporting the government in achieving the following gender related issues.

Firstly, the most recent 2023, **United Nations Country Team System Wide Action Plan (UNCT-SWAP)** gender equality score card at the country level with gender experts and focal points from UN Women, Development Coordination Office (DCO) and other UN entities provided important feedback to the update of the UN's performance indicators for gender equality women in Cameroon; it shows a significant improvement for strategic repositioning of gender equality and the empowerment of women in the country.

Secondly, the United Nations System in Cameroon is enhancing the potential of women and girls to achieve gender equality. As of February 2021, 33.9% of seats in parliament were held by women. . Women make up 71.6% of workers in the informal agricultural sector, while 32.5% of women over 25 have some level of secondary education (39.2% for men).

Thirdly, the UN is reducing disparities between men and women by supporting initiatives aimed at promoting women's empowerment and activities with persons living with disabilities and organizing activities to promote women's political participation in partnership with Elections Cameroon (ELECAM) and Members of Parliament.

Finally, the UN contributes to protecting women, girls and boys from violence and discrimination through collaboration with partners on key initiatives to address gender-based violence in Cameroon such as establishing men's and boys' platforms to promote positive masculinity, conducting safety audits, updating Gender Based Violence (GBV) referral pathways, and organizing community awareness campaigns.

The recent visit to Cameroon of Mr. Maxime HOUINATO, Regional Director of UN Women was geared towards strengthening strategic alliances with key national actors involved in the promotion of gender equality and women's empowerment, by revitalizing collaboration between civil society organizations, local authorities and government institutions.

Recently, the Government of Cameroon through the Ministry of Women's Empowerment and the Family, presented its second generation of the National Action Plan on Resolution 1325. This showcases government's determination to promote the meaningful participation of women in conflict prevention, resolution, and peacebuilding.

By recognizing the crucial role of women in building a peaceful and inclusive society, Cameroon sends a powerful message about its determination to create a future where every individual can fully contribute to the development and stability of the country.

The United Nations System will continue to support the government and other actors in initiatives to improve the status of women in Cameroon.

We wish you a pleasant reading.

Coulibaly SIAKA

Resident Coordinator a.i
United Nations System, Cameroon.

ACTIVITIES FROM UN AGENCIES

ACTIVITÉS DES AGENCES DES NATIONS UNIES

Aissatou, déterminée à suivre son éducation



La seule de la salle de classe à ne pas porter un uniforme, c'est Aissatou Hamadou, une petite fille d'à peine 12 ans, vivant dans le village d'Aviation, une commune de Batouri, est plus que ravie de se retrouver ses camarades et ses leçons. Il s'en est fallu de peu pour que cette jeune fille, pleine d'avenir se retrouve non scolarisée.

En classe de CM2, Aissatou n'a pas entamé l'année scolaire en même temps que ses petits camarades. Pour cause, ses parents ne disposaient pas de moyens financiers pour couvrir les frais d'examen pour le certificat d'étude primaire (CEP).

La petite Aissatou a dû brutalement interrompre sa scolarisation et s'est retrouvée à la maison pour prendre soin de ses cadets, eux aussi déscolarisés faute de moyens financiers. « **Mama m'a dit que je ne pouvais plus aller à l'école parce qu'il n'y a pas d'argent. Je suis restée pour m'occuper de mes frères.** »



Aissatou Hamadou, discutant avec un agent de KOICA, partenaire de l'UNICEF Cameroon

La scolarisation d'Aissatou avait donc visiblement pris fin, mais ceci était sans compter sur sa détermination et sa force d'esprit. En effet, lors d'une descente des agents de l'UNICEF dans cette communauté, dans le cadre du suivi du projet KOICA, une réunion a été organisée avec le personnel de l'éducation de base. Aissatou fait irruption dans la salle et se montre très intéressée par ce qui se dit entre ces adultes à propos de l'éducation. Elle attire ainsi l'attention de l'inspecteur de l'éducation de base, qui se penche sur son cas et découvre son histoire. Sous recommandations des agents de l'UNICEF, Aissatou est tout de suite prise en charge par l'inspecteur. Les questions afférentes à ses frais de scolarité et ses fournitures scolaires sont tout aussi pris en charge séance tenante et Aissatou retourne à l'école pour jouir de son droit le plus fondamental, le droit à l'éducation. Les parents de la jeune fille ont été contacté pour une séance de sensibilisation sur les droits fondamentaux des enfants. Ils ont ainsi compris que le droit le plus basique des enfants, et se sont engagés à mettre les 04 frères cadets de Aissatou à l'école.

Grâce à sa détermination, Aissatou a pu changer le cours de sa vie. C'est ainsi que le désarroi de la jeune fille a laissé place à la joie de retourner à l'école et poursuivre son éducation comme il se doit. **"Je suis contente de revenir à l'école, je ne voulais plus rester à la maison"** déclare Aissatou.

Tout comme Aissatou, plusieurs enfants en âge scolaire, surtout les jeunes filles, se retrouvent déscolarisées du jour au lendemain. Selon les chiffres, 57% des filles sont déscolarisées dans la région de l'Est (EDS 2018). L'UNICEF et son partenaire KOICA qui mènent des actions en faveur des enfants vulnérables dans plusieurs communes de la région de l'Est ont pour priorité d'assurer que les enfants et les adolescents bénéficient d'une éducation de qualité. Ceci est conforme l'Objectif de Développement Durable N 4 qui promeut l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité.

L'espoir renaît chez les jeunes filles déplacés internes avec l'appuis en matériels, et en équipements du Fonds pour la Consolidation de la Paix



Le projet « **Renforcement de la coexistence pacifique durable et l'autonomisation des jeunes déplacés dans les Communes des régions de l'Ouest et du Littoral au Cameroun** » financé Fonds pour la Consolidation de la Paix (Peacebuilding Fund – PBF) et mis en œuvre par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) et l'UNESCO, achevé le 7 janvier 2024, avait entre autres comme résultat attendu l'amélioration de la situation socioéconomique des jeunes hommes et femmes déplacés internes des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, installés dans les régions de l'Ouest et du Littoral.

S'appuyant sur une étude de base réalisée avec l'appui technique de l'ONG Horizons Femmes sur les besoins et aspirations de ces derniers dans les communes d'accueil cibles, 274 d'entre eux ont été formés dans les deux régions de l'Ouest et du Littoral à l'auto-emploi, à l'entrepreneuriat et aux empreintes du potentiel entrepreneurial,

avec l'appui de technique de l'Agence de promotion des petites et moyennes entreprises (APME).

Au terme d'un processus de sélection participatif basé sur des critères de vulnérabilité préalablement définis, 180 jeunes bénéficiaires parmi les 274 formés, ont reçu des appuis en matériels, en équipements et en fonds de roulement pour la création de leurs activités génératrices de revenus. 112 femmes (dont 89 femmes déplacées et 23 femmes des communautés hôtes) et 68 hommes (dont 49 hommes déplacés et 19 hommes des communautés hôtes) ont ainsi reçu des appuis directs pour la création de 88 activités génératrices de revenus en agriculture, aviculture, élevage, petit commerce, couture, mode, transformation des intrants agricoles, coiffure, services administratifs et de restauration.

Lors des dotations qui ont eu lieu entre novembre 2023 à janvier 2024, les bénéficiaires ont exprimé leur joie, leur bonheur et leur profonde gratitude à l'endroit des communes, du Gouvernement du Cameroun et de ses partenaires (notamment l'OIM et l'UNESCO) pour ces actions qui ont adressé des besoins concrets et qui donnent une impulsion en termes de politique d'orientation stratégique à la cohésion sociale par la coexistence pacifique entre les personnes déplacées et les communautés d'accueil dans les régions du Littoral et de l'Ouest. Pour KAMWA FABO Naomie, bénéficiaire de la commune de Nkongsamba 1^{er}, dans la région du Littoral : **« ce partenariat entre le système des Nations Unies et les municipalités est une réalité concrète à saluer et à renforcer pour aider les jeunes filles en particulier à sortir de la précarité et à devenir de véritables agents de développement local ».**

Le projet a également permis de renforcer les capacités opérationnelles et de moderniser les infrastructures des centres de formation communaux. Les Centres multifonctionnels de promotion des jeunes (CMPJ), les Conseils nationaux de la jeunesse du Cameroun

(CNJC) et les Centres de promotion de la femme et de la famille (CPFF) ont ainsi reçu du matériel de bureau, des équipements informatiques et des équipements d'aménagement/réhabilitation de leurs locaux. Ces dons visaient à appuyer ces structures dans la réponse aux besoins des jeunes ruraux qu'ils accompagnent, mais aussi à les aider à améliorer leurs installations d'enseignement des personnes déplacées internes qu'elles accueillent comme des apprenants ou des stagiaires.

Grâce à ce projet, on observe une baisse considérable de foyers de tensions et une meilleure intégration des jeunes hommes et femmes déplacés dans les communes d'accueil, du fait d'initiatives de petits commerces visant à améliorer leurs conditions de vie avec l'appui financier du projet, d'un accès plus accru à l'information communautaire, à travers de nombreuses sensibilisations, y compris à base de radios communautaires, sur la paix et le vivre ensemble. Les jeunes, déplacés et ceux des communautés hôtes, sont plus optimistes que par le passé et estiment leurs besoins pris en compte dans la planification communautaire et nationale.



PBF-Chef CMPJ recevant des matériels du bureau et plusieurs machines de couture

Protocole D'accord sur l'Innovation et l'Autonomisation des Femmes signé entre UNFPA et OAPI



Le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) et l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI) ont signé un Protocole d'Accord qui définit leur coopération en matière d'autonomisation de la femme et la jeune fille, à travers l'utilisation appropriée de l'innovation et des services de propriété intellectuelle.

Cérémonie qui a eu lieu au siège de l'OAPI à Yaoundé, le 14 Février 2024, été présidée par Dr. Justin Koffi, Représentant Résident de UNFPA Cameroun et Monsieur Denis Bohoussou, Directeur Général de l'OAPI.



Signature du protocole d'accord par le Dr Justin Koffi (gauche) et M. Denis Bohoussou(droite)

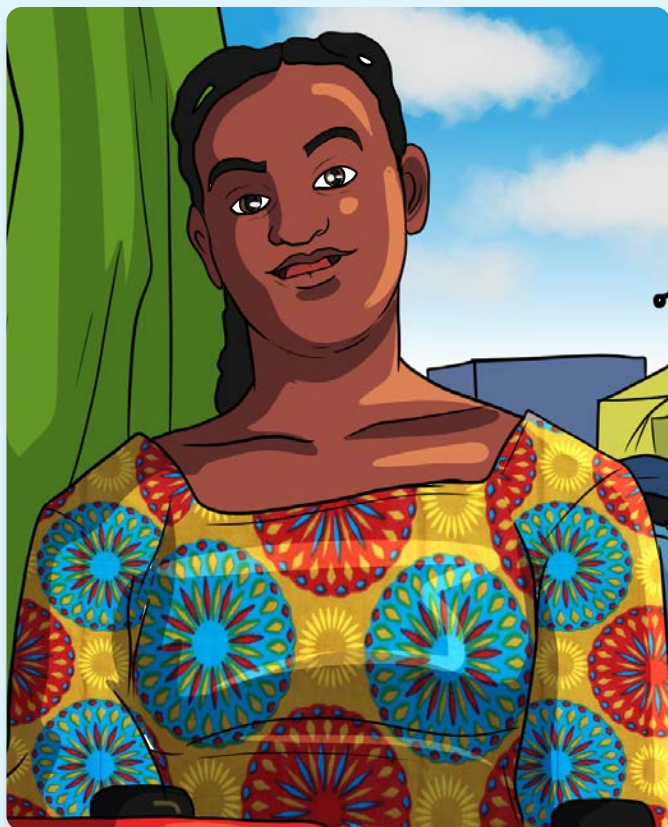
Ce Protocole d'Accord couvre les domaines tels que l'autonomisation économique, sociale et physique des femmes dans le secteur de l'agribusiness ainsi que les jeunes filles ingénieures au Cameroun. Il est donc question pour UNFPA et OAPI de créer un environnement propice qui permettrait aux jeunes filles de créer de la valeur et des solutions directement bénéfiques et utilisables dans la chaîne de production de l'agribusiness et de s'assurer que tout droit attribué à leur production intellectuelle leur soit réservé.

A travers cet Accord, les deux parties comptent désormais mutualiser les atouts de leurs mandats respectifs pour contribuer au développement du capital humain et surtout de la femme et de la jeune fille afin de faciliter son intégration au marché de l'emploi et maximiser sa productivité. Ceci se fera dans le cadre des activités suivantes :

- la sensibilisation des femmes à leurs droits, au genre et à l'autonomie ;
- le renforcement des capacités à la créativité, l'innovation et la propriété intellectuelle ;
- l'appui à l'implémentation des projets basés sur l'innovation et contribuant à la création de la valeur par les femmes, ainsi que le soutien à l'entrepreneuriat féminin ;

Par la signature de ce Protocole d'Accord, UNFPA réitère son engagement à promouvoir l'innovation pour en faire à la fois un outil au service du dividende démographique, cela à travers l'autonomisation économique des femmes et l'insertion des jeunes et plus particulièrement des filles dans les métiers techniques et scientifiques à forte valeur ajoutée.

Des larmes à la joie L'histoire d'Adelia



Adelia, une fillette de 11 ans, vivait avec sa mère, chef de famille, dans un petit village proche du camp de réfugiés de Gado Badjere, dans la région de l'Est. Adelia devait affronter le défi ardu de gagner sa vie au quotidien, car elle faisait partie d'une fratrie de six enfants qui se disputaient les mêmes ressources. Faute de moyens de subsistance, elle a été contrainte d'abandonner l'école alors qu'elle était encore en classe de CE2. « Je devais travailler dans les champs ou comme domestique pour obtenir de la nourriture en guise de salaire. La plupart des habitants du village étant des réfugiés, ils avaient des ressources limitées », se souvient Adelia, 17 ans plus tard.

À l'âge de 13 ans, elle est tombée enceinte de suite d'un viol. Vivre cette grossesse a été un cauchemar pour Adelia, qui était trop jeune et ne connaissait rien aux soins prénataux. « **Malgré la douleur et les blessures, j'ai eu la chance de donner naissance à un**

petit garçon appelé Bias. Cependant, au fil du temps, j'ai réalisé qu'il était extrêmement difficile d'élever seule un enfant, car j'avais à peine les moyens de me nourrir. Je me suis vite retrouvée piégée dans un cycle de pauvreté », Adelia se rappelle.

Dix ans plus tard, à 24 ans, elle est tombée enceinte de son deuxième enfant et a donné naissance à une petite fille. Malheureusement, au cours de l'accouchement, elle a développé une fistule obstétricale. « **En raison de difficultés, j'ai demandé l'aide d'une sage-femme traditionnelle. Le bébé était très gros et l'accouchement a été long et atroce. Par la suite, j'ai développé une incontinence. J'ai dû vivre avec ce fardeau pendant plusieurs années** ».

Un jour, Adelia a été approchée par un agent de santé communautaire qui l'a identifiée pour une opération gratuite de la fistule obstétricale offerte par l'État et les Nations unies.

« **Avant cela, je n'avais jamais su que je pouvais guérir de cette maladie, communément appelée « maladie de la sorcellerie » dans ma langue maternelle en raison des préjugés sociaux qui y sont associés. L'opération a été un succès, et j'ai reçu des soins de santé ainsi qu'une assistance psychosociale pour reconstruire mon estime de soi. J'ai également reçu une subvention pour lancer ma propre activité, la vente de farine de manioc au marché. Peu à peu, j'ai senti que ma vie s'améliorait, même si j'avais deux enfants à charge.** »

Adelia a bénéficié de mesures de renforcement des capacités qui lui ont permis d'élever correctement ses enfants et de développer et diversifier son activité. Propriétaire d'une unité de transformation de manioc près de Dimako, dans la région de l'Est, Adelia est devenue l'une des dirigeantes de la coopérative féminine de transformation du manioc soutenue par les Nations unies.

« **Aujourd'hui, je suis une femme d'affaires capable de prendre soin d'elle-même, de ses enfants, de sa mère et de ses employés** », conclut Adelia, qui s'apprête à fêter son 31^e anniversaire.

Le nom « Adelia » est un pseudonyme et l'image qui l'accompagne représente une personne qui a choisi de rester dans l'anonymat.

Regional Director of UN Women for West and Central Africa, Mr. HOUINATO Maxime, visits Cameroon from 5th to 9th June 2024



The Regional Director of UN Women for East, South, West, and Central Africa; Mr. Maxime Houinato, was on a working visit to Cameroon from 5th to 9th June 2024. This visit, which coincided with his maiden tour after he was recently appointed to this role was geared at:

Firstly, building and strengthening strategic alliances with key national actors involved in the promotion of gender equality and women's empowerment; and,

Secondly, providing sustained support for the UN Women Office's internal and external activities in Cameroon, particularly in the context marked by the humanitarian situation.

This tour also sought to revitalize the collaboration between civil society organizations local authorities and government institutions and the United Nations System, in a bid to find practical ways to uphold women's and girls' rights in Cameroon.

The inauguration of the Gender Equality Resource Center, the formal launch of the Japan Supplementary Budget Project, the delivery of kits to internally displaced people in Bafia, and audiences with strategic partners, most notably the Minister of External Relations, Mr. Lejeune Mbella Mbella, and the Minister of Women's Empowerment and the Family, Pr Marie Thérèse Abena Ondoua, were major highlights of the tour.



RD UNWOMEN to Bafia

UN Women championed Interactive sessions in prelude to 2024 women's day celebration



Interactive session for 2024 International Women's Day. Panel chaired by the Resident Coordinator a.i of the United Nations System in Cameroon Mr. Coulibaly Siaka and the MINPROFF Pr Marie Thérèse Abena Ondoua

UN Women organized a series of interactive session to grace the 2024 International Women's Day in March under the theme **"Invest in women: accelerate progress"**. These interactive events organised both at its Bastos premises and at the University of Yaounde 1, focused mainly on experiences sharing as well as presentations by different agencies on gender equality and women's economic empowerment in Cameroon. These interactions, which constituted the framework for knowledge, consultation and multi-stakeholder engagement, enabled female leaders (academic, economic and political) to reflect and share experiences on socio-

professional, economic and political issues relating to the condition of Cameroonian women and girls. Moreover, it was a forum for proper analysis of the forms and foundations of women's vulnerability, and highlight barriers and opportunities linked to women's empowerment, a prerequisite for achieving the goal of equality and sustainable equity set out in SDG 5. Ms. Marie-Pierre Raky Chaupin, Country Representative of UN Women Cameroon, made a presentation on: **"Human rights in relation to the situation of women: state of play and global perspectives"**.

Strengthening economic power of women living along Bamenda-Ndop-Kumbo-Nkambe-Wum-Bafut-Bamenda ring road as part of transport sector support program phase III



In April 2024, UN Women, the National Commission for Disarmament, Demobilisation and Reintegration and the Association de Lutte contre les Violences Faites aux Femmes (ALVF) conducted training and awareness-raising on *"Enhancing Women's Meaningful Involvement in DDR Policy Design and Implementation in Cameroon Based on the National DDR Gender Strategy 2021-25: Strengthening of Platforms for Women's Associations,"*.

As part of the implementation of the PBF/ Gender Youth Peace Initiative (GYPI). Major outcomes of the training include:

 625

persons (558 females, 67 males, including 33 persons with disabilities) improved their knowledge and skills on fallow techniques, soil conservation methods and development of shaded crops; which will go a long way to increase their productivity.

 30

cooperatives / Common Initiative Groups across 17 municipalities were strengthened and empowered to work together again, as the training held in their group farms.

 17

facilitators from MINADER effectively engaged in the running of the activities of the project beginning with this training. This has also increased monitoring of the activities of the groups in the different municipalities.

 30

cooperatives cooperatives are positive about witnessing an increase in productivity this year as a fallout of the knowledge and skills gained.

Ce bulletin d'information est publié pour le compte du Système des Nations Unies au Cameroun.

Il à traiter par le Groupe de communication des Nations Unies (UNCG) dans le cadre du mécanisme «**Unité dans la Communication**» qui regroupe tous les responsables de la communication des agences, fonds et programme des Nations Unies au Cameroun.

Directeur de Publication

Coulibaly Siaka

Directeur de la Rédaction

Jean-Jacques Massima-Landji

Rédacteurs en chef

Sophie Lesselin

Jean Njita

Rédacteurs

Eleanor Olatunde

Blaise Whumo

Ont contribué à cette édition

Salomon Beguel, Valerie Mengue, Blaise Whumo, Mbea Mbea, Jean Njita, Blanche Salamatou

Mise en page : Felix Fokoua

Infographie : Felix Fokoua

► **Juin 2024 | Vol. 02**







**SUSTAINABLE
DEVELOPMENT
GOALS**



United Nations System Cameroon

N° 1232 Immeuble Mellopolis Rue 1794, Ekoudou,
Bastos

Copyright © 2024 UNS Cameroon All rights reserved

 <https://cameroon.un.org/fr>

 https://twitter.com/UN_Cameroon

 <https://www.facebook.com/UNinCameroon/>

 <https://www.instagram.com/uncameroon/>